



Société
de Commissariat
aux Comptes
2 rue Brient 1er
44110 CHÂTEAUBRIANT
Tél : 02 40 81 03 15

contact@ficamex.fr

**FEDERATION DEPARTEMENTALE DES MAISONS
FAMILIALES RURALES DE LOIRE ATLANTIQUE**

Association Loi 1901

**Chemin des Gruellières
44470 CARQUEFOU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 3
* BILAN	4 à 5
* COMPTE DE RESULTAT	6 à 7
* ANNEXE COMPTABLE	8 à 28

DS





Société
de Commissariat
aux Comptes
2 rue Brient 1er
44110 CHÂTEAUBRIANT
Tél : 02 40 81 03 15

contact@ficamex.fr

à la fédération départementale
des maisons familiales rurales
de Loire Atlantique

Chemin des Gruellières
44470 CARQUEFOU

Objet : Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fédération départementale des maisons familiales rurales de Loire Atlantique relatif à l'exercice clos 31.12.2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code déontologique de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01.01.2024 à la date d'émission de notre rapport.

DS
JPY

II. Justifications des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

L'annexe des comptes annuels ci-joints expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Cette information est complétée de considérations propres à l'exercice, fournies dans les notes « Evènements significatifs »

Nous n'avons de remarques particulières.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du président et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

IV. Responsabilités de la direction chargée de l'établissement des comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

V. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Châteaubriant,
Le 17.06.2025

Jean-Paul YVRENOGEAU

Commissaire aux Comptes
Gérant de la société
FICAMEX AUDIT

DocuSigned by:

Jean Paul YVRENOGEAU

9A74DF3A5F314FB...

1 – BILAN

DS



BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	23 902	21 003	2 900	5 219
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	30 299	28 417	1 881	1 881
Constructions	102 601	102 601		
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	106 743	100 013	6 730	8 882
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				5 888
Autres titres immobilisés	6 066		6 066	
Prêts	1 500		1 500	9 000
Autres immobilisations financières				
Total I	271 111	252 034	19 077	30 871
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	1 759		1 759	1 404
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	206 378	106 129	100 249	113 184
Autres créances	8 203		8 203	3 646
Valeurs mobilières de placement	1 437		1 437	47 660
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	297 489		297 489	219 168
Charges constatées d'avance	8 056		8 056	16 766
Total II	523 323	106 129	417 194	401 829
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	794 434	358 163	436 271	432 699

Rubriques	Montant brut	Montant net N
Engagements reçus		
Legs nets à réaliser :		
Acceptés par les organismes stat. compétents ;		DS
Autorisés par l'organisme de tutelle ;		
Dons en nature restant à vendre.		



Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 597	7 597
Autre		
Report à nouveau	184 470	197 926
Excédent ou déficit de l'exercice	77 958	(13 456)
Situation nette (sous total)	270 025	192 067
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	270 025	192 067
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés	48 568	48 568
Total II	48 568	48 568
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	12 026	11 141
Total III	12 026	11 141
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	21 418	68 518
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 391	22 416
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	53 254	38 895
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 587	51 094
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	105 651	180 924
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	436 271	432 696



2 – COMPTE DE RESULTAT

DS



COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	392 000	392 001
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	14 426	15 007
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 664	797
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	8 286	7 468
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	2	2
Total (I) - Produits d'exploitation	416 377	415 275
Participations	178	112
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	3 729	3 085
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II) - Produits financiers	3 908	3 197
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	55 013	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III) - Produits exceptionnels	55 013	
Total des produits (I+II+III)	475 297	418 472
Solde débiteur = Déficit		13 456
Total général	475 297	431 928
Achats de marchandises	2 053	1 102
Variation de stocks	(355)	(34)
Autres achats et charges externes	144 794	170 616
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 445	3 476
Salaires et traitements	160 787	163 138
Charges sociales	62 565	58 840
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 292	7 846

DS



Dotations aux provisions	886	25 318
Report en fonds dédiés		
Autres charges	4 016	1 312
Total (I) - Charges d'exploitation	383 483	431 615
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II) - Charges Financières		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 148	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III) - Charges exceptionnelles	13 148	
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	709	313
Total des charges (I+II+III)	397 339	431 928
Solde créditeur = Excédent	(77 958)	
Total général	319 381	431 928

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

DS



3 – ANNEXE LEGALE

DS



ANNEXES – FEDERATION

La Fédération Départementale des Maisons Familiales de Loire Atlantique est une association de caractère familial, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Sa durée est illimitée. Son siège social est établi Chemin des Gruellières – 44470 CARQUEFOU.

La Fédération a pour but notamment de :

- 1) Représenter les associations adhérentes auprès des Pouvoirs Publics, organismes professionnels et familiaux et de tous les autres organismes exerçant leur autorité ou fonctionnant dans la circonscription de la Fédération.
- 2) Veiller au respect par les associations adhérentes des statuts types et des principes et méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales :
 - a. Réaliser durant et après l'obligation scolaire pour les adolescents et les jeunes adultes, une formation professionnelle associée à la formation générale ainsi que les diverses formations professionnelles.
 - b. Assurer cette formation suivant un rythme approprié, l'alternance passée dans le milieu familial ou professionnel et dans la Maison Familiale Rurale constituant un plein temps aménagé pédagogiquement.
 - c. Donner aux parents le moyen d'exercer leurs responsabilités effectives dans l'éducation de leurs enfants et dans la direction et la gestion de la Maison Familiale que ces derniers fréquentent, notamment en ce qui concerne l'éducation, la formation générale, professionnelle, morale et sociale de leurs enfants.
- 3) Susciter et accompagner la création de nouvelles associations de Maisons Familiales et l'ouverture de nouvelles Maisons Familiales et Rurales.
- 4) Rendre ou organiser tous services nécessaires aux Maisons Familiales Rurales et à leur développement ainsi qu'au développement de l'éducation populaire en milieu rural et plus spécialement de l'éducation, de l'orientation, de la formation professionnelle, du perfectionnement, de la promotion sociale, de l'apprentissage, du recrutement et de la formation des cadres.
- 5) Mener et favoriser toutes autres actions intéressant le milieu rural.
- 6) En coordination avec l'Union Nationale mener des actions de coopération et de solidarité pour le développement à l'étranger d'Institutions s'inspirant des principes des Maisons Familiales Rurales.

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION - FEDERATION

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant de la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

L'association a appliqué la réglementation comptable applicable obligatoirement aux comptes annuels afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} Janvier 2020 et sur option aux comptes annuels afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} Janvier 2019.

I - ÉVÉNEMENTS ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE.

La vie de la Fédération Départementale des Maisons Familiales de L.A. a été marquée depuis l'A.G du 08/07/2024 par les grands faits caractéristiques suivants :

- Recherche infructueuse pour renforcer le service comptabilité paie
- Démarches et investigations pour se remettre en conformité avec les obligations légales (DTA, Diagnostic électrique, installation d'équipement de sécurité d'incendie) et prévoir la rénovation complète des locaux
- Démission du trésorier et élection de son remplaçant

II - MODE D'ÉVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES.



Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	de 3 à 5 ans
- Agencements terrains	de 10 à 15 ans
- Constructions	20 ans
- Agencements, aménagements divers	de 2 à 15 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 3 à 12 ans
- Matériel de transport	5 ans

b) Immobilisations financières

Au 31 décembre 2024, les immobilisations financières s'élèvent à 1 500.00 €. Ce montant correspond au solde du prêt accordé à la MFR de LEGE par décision du Conseil d'Administration de la Fédération.

Il n'y a pas plus de provision constituée.

c) Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque le montant probable de recouvrement est inférieur à la valeur comptable.

d) Valeurs mobilières de placement

Elles font l'objet d'une valorisation au cours d'achat.

e) Capitaux propres

Ceux-ci récapitulent l'ensemble des résultats accumulés par l'Association depuis sa création, tant pour l'activité « Fédération » que pour le « Centre de Formation des Apprentis ».

f) Subventions d'équipements

Néant

g) Volontariat associatif et engagement éducatif

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Pour l'exercice 2024, le montant des rémunérations concernées par ce texte législatif et versé par notre association est égal à 0 € pour les bénévoles ; et pour les cadres salariés, nous ne pouvons pas communiquer les montants, cela reviendrait à donner une information sur la rémunération individuelle.

h) Provisions pour risques et charges

DS



L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques : - le taux d'actualisation retenu est de 2.00 % par an.

Paramètres sociaux : - convention collective des Maisons Familiales Rurales.

- l'augmentation annuelle des salaires de 2 %,
- le départ est prévu à 62 ans pour l'ensemble du personnel.
- le taux de rotation retenu est de 1% pour tous les salariés.
- le départ intervient à l'initiative du salarié.
- le taux de charges sociales patronales est de 39 %.

Paramètres techniques

- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire TG 05,
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement est évalué au 31 décembre 2024 à 11 141 €. Une dotation de 885 € a été passée pour ajuster le montant de l'engagement de l'année précédente.

Au 31 décembre 2023, l'engagement de retraite s'élevait à 12 026 €.

i) Informations sur le Compte de Résultat

Néant

j) Plus-values latentes

III – EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Une association adhérente à la Fédération 44 est déclarée en cessation de paiement et une audience au Tribunal devrait confirmer sa mise en liquidation judiciaire.

IV - AUTRES INFORMATIONS (en annexe)

DS



- tableau des immobilisations,
- tableau des amortissements,
- tableau des provisions,
- état des créances et des dettes.

ANNEXES - CFA

I Méthode de calcul des charges du CFA

- Les charges de l'Organisme de Gestion (OG) relatives aux activités CFA sont constituées par la facturation des MFR pour les frais formation et les frais annexes, décidés par les OPCO.
- Quelques charges de fonctionnement et de dotation viennent compléter.

II L'analyse de ressources non utilisées à la clôture de l'exercice :

III Faits marquants

Conseil - L'OG ne gère que les contrats en stocks, contrats signés avant le 01/01/2020 et ceux jusqu'à la fin. Donc pour l'année 2024, nous n'avons que les régularisations de facturations liées aux exercices précédents.

L'identification précise 3 dossiers en attente permettrait d'envisager la cessation de l'activité du CFA au 31 Décembre 2025.

IV En 2024, Les modalités dans la détermination du résultat de l'exercice.

Les régularisations des coûts apprentis des années antérieures et produits financiers enregistrés déterminent le résultat de l'exercice.

V – Description du périmètre des activités du CFA couvertes par les comptes annuels établis.

Section Apprentissage :

Néant

VI – L'analyse de la réserve d'investissement constituée, le cas échéant, sur les excédents de ressources ainsi que les projets en cours justifiant la constitution de cette réserve.

Néant

VII – Les modalités de comptabilisation de la taxe d'apprentissage.

Plus de collecte de taxe d'apprentissage pour les CFA, depuis 2020.

DS



VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	7 597				7 597
Report à nouveau	197 926	(13 456)			184 470
Excédent ou déficit de l'exercice	(13 456)	13 456	77 958		77 958
Situation nette	192 067	(0)	77 958		270 025
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	21 735			21 735	
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
Commodat					
TOTAL	213 802	(0)	77 958	21 735	270 025

DS



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS, CONTRIBUTIONS FINANCIERES ET RESSOURCES LIEES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Ressources provenant de la générosité du public, des legs et des donations affectés							
Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers
Subventions d'exploitation (1)							
Sous total							
Subventions d'investissements (1)							
Sous total							
Contributions financières d'autres							
Sous total							
Ressources liées à la générosité du public							
Sous total							
TOTAL							

DS



IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	23 902			23 902
Terrains	30 299			30 299
Constructions sur sol propre	102 601			102 601
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers	36 046			36 046
Matériel de transport	15 694			15 694
Matériel de bureau, informatique et mobilier	45 772		1 225	44 547
Emballages récupérables et divers	9 635	820		10 456
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	240 047	820	1 225	239 643
Participations	5 888		5 888	
Autres titres immobilisés		6 066		6 066
Prêts et autres immobilisations financières	9 000		7 500	1 500
Total des immobilisations financières	14 888	6 066	13 388	7 566
TOTAL	278 838	6 887	14 613	271 111

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	18 683	2 320		21 003
Terrains	28 417			28 417
Constructions sur sol propre	102 601			102 601
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers	35 538	286		35 824
Matériel de transport	15 694			15 694
Mat de bureau et informatique, mobilier	40 958	1 758	1 225	41 491
Emballages récupérables et divers	6 076	929		7 005
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	229 284	2 973	1 225	231 032
TOTAL	247 967	5 293	1 225	252 035

DS



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	11 141	886		12 026
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	11 141	886		12 026

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	109 533		3 404	106 129
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	109 533		3 404	106 129
TOTAL GÉNÉRAL	120 673	886	3 404	118 155



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 500	1 500	
Autres immobilisations financières			
Total de l'actif immobilisé	1 500	1 500	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	206 378	80 063	126 315
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers			
Groupes et associés	3 435	0	3 435
Débiteurs divers	988	988	
Total de l'actif circulant	210 802	81 051	129 750
Charges constatées d'avance	8 056	8 056	
TOTAL	220 358	90 607	129 750

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	22 391	22 391		
Personnel et comptes rattachés	17 194	17 194		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 029	32 029		
Impôts sur les bénéfices	709	709		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 322	3 322		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	21 418	(0)	21 418	
Autres dettes	8 587	8 587		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	105 651	84 233	21 418	DS



VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Nature	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production de biens			
Production de services	14 426		14 426
TOTAL	14 426		14 426

DS



EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	
TOTAL	

DS



ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements reçus

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions						
Effets escomptés non échus						
Crédit-bail, redevances restant à courir						
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

Engagements donnés

Catégorie	Total	Au profit de :				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et cautions						
Effets escomptés non échus						
Crédit-bail, redevances restant à courir						
Aval et cautions						
- Intérêts sur emprunt						
- Commandes sur immobilisations						
- Commandes en cours						
- Découverts consentis						
- Possibilités d'escomptes						
TOTAL						

DS



VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	2,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2,00	
Ouvriers		
TOTAL	4,00	

DS



CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 154
Dettes fiscales et sociales	24 326
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	1 095
TOTAL	37 575

DS



PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	775
- Autres créances	
dont avoirs à recevoir	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	775

DS



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges Constatées d'avances	8 056	
TOTAL	8 056	

DS



TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	4 882
Sous total Exploitation	4 882
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	
TOTAL	4 882

DS



Utilisation des dons par l'association ou la fondation

TOTAL

DS



COMPTE EMPLOIS ET RESSOURCES

Emplois			Ressources		
Rubriques	Emplois de N = compte de résultat	Affectation par emploi des ressources collectées auprès du public	Rubriques	Ressources collectées sur N = compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public utilisées
1. Missions sociales			1. Ressources liées à la générosité du public		
1.1. Réalisées en France			1.1. Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme			1.2. Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels		
1.2. Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurance-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			1.3. Autres ressources liées à la générosité du public		
2. Frais de recherche de fonds					
2.1. Frais d'appel à la générosité du public					
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
Total des emplois			Total des ressources		
4. Dotations aux provisions			2. Reprises des provisions et dépréciations		
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice			3. Utilisations des fonds dédiés antérieurs		
Excédent de la générosité du public de l'exercice			Déficit de la générosité du public de l'exercice		
TOTAL			TOTAL		
			Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds)		

Contributions volontaires en nature

Emplois de l'exercice	Exercice N	Exercice N-1	Ressources de l'exercice	Exercice N	Exercice N-1
1. Contributions volontaires aux missions sociales			1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées en France			Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds			Dons en nature		
3. Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL			TOTAL		

DS



PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels	
Rubriques	Montant
Sur opération de gestion	
- Boni sur levée d'option de crédit-bail	
- Autres	55 013
Sur opération en capital	
- Produits de cession des éléments d'actif	
- Autres	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
- Reprises sur provisions	
- Transferts de charges	4 882
Total des produits exceptionnels	59 894

Charges exceptionnelles	
Rubriques	Montant
Sur opération de gestion	
- Autres	13 148
Sur opération en capital	
- Valeurs nettes comptables des éléments cédés	
- Autres	
Dotations aux provisions	
- Dotations aux provisions pour risques	
- Autres	
Total des charges exceptionnelles	13 148
TOTAL	46 747

DS



